

Le gouvernement Borsus PREND LES COMMANDES

▶ Entre le vote du Parlement, la prestation de serment des nouveaux ministres, et des débats houleux, la journée a été longue à Namur

▶ La motion de méfiance a été adoptée par 39 voix contre 35, ce vendredi, au Parlement wallon. Aucun ministre n'a assisté à ce vote historique qui officialisait la fin du gouvernement socialiste en Wallonie. Et instituait celui de Willy Borsus et son équipe.

Seul Pierre-Yves Dermagne, très chaleureusement accueilli par le PS et Ecolo, s'est présenté durant l'après-midi.

L'ambiance était tendue durant cette journée historique.

Dès 13h, Dimitry Fourny s'est fendu d'un discours très offensif, fustigeant notamment la frange des "néocommunistes aventureux" socialistes, déclenchant l'hilarité de la nouvelle opposition. Un discours que Christophe Collignon, chef de groupe PS, n'a pas laissé passer : "Votre intervention ne mérite que le mépris." Ambiance...

Seule surprise notable : le député indépendant, André-Pierre Puget, a choisi de s'associer au CDH et au MR pour ce vote. La présence de Jacqueline Galant, dont l'accouchement est imminent, n'aurait donc pas été indispensable. Elle était pourtant bien présente, très souriante, et au centre d'une partie de l'attention. D'une part, car son parti a annoncé qu'elle remplacerait Jean-Luc Crucke comme vice-présidente du Parlement. Mais aussi car cette nomination fait grincer les dents de certains, en étonne

d'autres, voire alimente les jalousies.

Des bruits de couloir ont commencé à circuler en milieu de semaine au sein du MR. Ce tweet de Thomas Gadisseux, journaliste politique à la RTBF, a mis le feu aux poudres ce vendredi : "Grâce à son retour précipité pour le vote de confiance, @jgalant74 devient vice-présidente du Parlement wallon. Une négociation interne MR".

Deux sources, au MR, nous assurent qu'une négociation a bien eu lieu. "Je n'ai rien négocié du tout", nous assure fermement Jacqueline Galant, qui se dit fatiguée de cette attention médiatique, et réclame le respect, eu égard à son état.

À LA TÊTE DU PARTI, on corrobore la version de la bourgmestre de Jurbise : "Nous avons reçu plusieurs candidatures", nous affirme un proche d'Olivier Chastel, président du MR. "Jacqueline Galant a été ministre. Cela compte dans l'ordre protocolaire. En tant que bourgmestre, elle a également l'habitude de gérer les débats. Le choix est cohérent."

Dans la soirée, le Parlement a adopté la motion de confiance au gouvernement, concluant la longue journée des parlementaires wallons qui peuvent (enfin) partir en vacances. La rentrée s'annonce chahutée.

Adrien de Marneffe

CET EX-DÉPUTÉ VIT avec 900€ par mois

▣ Hicham Imane (PS) a vécu une véritable descente aux enfers depuis qu'il a dû quitter le Parlement wallon. Témoignage

► "On me l'a annoncé un vendredi : 'Lundi, tu ne seras plus député. Serdar reprend son mandat.'" La phrase est d'Hicham Imane (PS), qui fut député wallon de 2014 à juin 2016. Suppléant, il avait obtenu le poste de suppléant de Serdar Kilic, qui avait dans un premier temps choisi de se concentrer sur son mandat d'échevin à Charleroi. Un remaniement en forme de chaises musicales est venu tout bouleverser : Serdar Kilic a décidé de reprendre son mandat de député, au détriment d'Hicham Imane. "La nouvelle m'est tombée dessus, comme un couperet, une gifle".

L'histoire d'Hicham Imane illustre le revers de la médaille de la fonction de politicien, qui ne compte pas en ses rangs que des nantis. Parfois, tout s'arrête du jour au lendemain.

Président de la Sambrienne (société de logement carolo), Hicham Imane s'est illustré récemment par son appel à Elio Di Rupo pour demander le décumul intégral. "Certaines prati-

ques politiques, que j'ai pu observer, me donnent envie de vomir", glisse-t-il.

Depuis un peu plus d'un an, ses situations personnelle et professionnelle se sont détériorées considérablement. "Quand mon mandat de député s'est terminé, je pensais reprendre mon poste de fonctionnaire à la Province du Hainaut. Mais je n'étais pas nommé. Quand j'ai demandé pour reprendre mon poste, on m'a dit qu'il avait été mis en extinction. Deuxième mauvaise surprise ! Par-dessus le marché, ma femme et moi avons décidé de nous séparer. Je suis vraiment dans le creux de la vague en ce moment".

PROBLÈME, un député sortant n'a pas droit au chômage. Raison pour laquelle une indemnité parlementaire leur est accordée. Hicham Imane a ainsi touché 30.000 euros, l'an dernier. "Heureusement qu'il y avait cette somme pour m'aider à me retourner. Contrairement à certains politiciens, je n'ai pas préparé mon parachute. Là, je n'ai

pas droit au chômage : mes années comme député ne comptent pas..."

Le Carolo ne réclame pas d'indemnité de chômage, seulement une reconnaissance de ses années de travail comme député, pour pouvoir bénéficier d'une assurance santé. "En clair, je n'ai pas droit d'avoir une mutuelle car j'exerce un mandat rémunéré. Résultat, je dois payer 1.355 euros tous les trois mois à Solidaris pour bénéficier des gros risques. Concrètement, je devrais renoncer à mon mandat pour avoir droit au chômage et à la mutuelle. C'est aberrant : un vrai piège à l'emploi. Je me bats pour me faire reconnaître un statut."

Hicham Imane exerce un mandat en tant que président de la Sambrienne. "C'est mon seul revenu : il s'élève à 1.900 € brut, desquels je dois reverser 10 % au parti, moins les taxes, cela me laisse un peu plus de 900 euros par mois pour vivre. J'ai aussi touché 1.292 euros sur l'ensemble de l'année dernière au conseil communal de Charleroi."

AdM